

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France

Unité territoriale des Yvelines

**Récépissé de cessation d'activité
Société SIMED à Conflans-Sainte-Honorine**

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1969 autorisant la Société Industrielle Marine et Electrique des établissements Diolot et Cie à exploiter sur le territoire de la commune de Conflans-Sainte-Honorine, 30 quai Eugène Lecorre, les installations suivantes soumises à autorisation et à déclaration :

- essais de moteurs à combustion interne avec interposition d'un dispositif silencieux (rubrique n°299°-2-b) - 2° classe ;
- tronçonnage de tubes (rubrique n°400 bis) - 3° classe ;
- tôlerie (rubrique n°119-2°) - 2° classe ;
- application de peinture (rubrique n°405-B-1°-b) - 3° classe ;
- dépôt souterrain de fuel domestique (15 000 litres) (rubrique n° 255-3°) - 3° classe ;
- compression d'air (rubrique n°33 bis) - 3° classe ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 2002 imposant à la société SIMED des prescriptions complémentaires d'exploitation pour son établissement situé à Conflans-Sainte-Honorine, 30 quai Eugène Lecorre et établissant le classement de ses activités sous la rubrique suivante:

- 2931 - atelier d'essais sur banc de moteur à combustion interne, la puissance totale des moteurs simultanément en essai étant supérieure à 150 kW ;

Vu les courriers des 16 décembre 2015 et 1^{er} février 2016 par lesquels la société SIMED déclare la cessation d'activité de son atelier d'essai sur bancs moteurs situé à Conflans-Sainte-Honorine, 30 quai Eugène Lecorre ;

Vu la visite d'inspection du 22 février 2016;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 mars 2016;

Considérant que les différents documents transmis par l'exploitant dans le cadre de la cessation d'activité répondent aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement

Considérant que la mise en sécurité du site a pu être constaté lors de la visite d'inspection du 22 février 2016;

Qu'en conséquence il convient de délivrer le récépissé prévu par lesdits textes ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

DONNE ACTE à la société SIMED de sa déclaration de cessation d'activité de son établissement situé 30 Quai Eugène Lecorre à Conflans-Sainte-Honorine. Il ne devra subsister sur le site de l'installation aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Des arrêtés complémentaires pourront ultérieurement être prescrits s'il s'avérait que des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, subsistaient.

Fait à Versailles, le **10 MARS 2016**
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au Chef de l'unité territoriale des Yvelines


Marion RAFALOVITCH